CESSEZ-LE-FEU DANS LA BANDE DE GHAZA

La diplomatie européenne impuissante

La diplomatie européenne, activée densément lundi en vue de convaincre Israël et Hamas d'un cessez-le-feu, a buté sur l'intransigeance israélienne à poursuivre sa guerre. Une guerre qui, au dixième jour de son déclenchement, a fait 14 nouvelles victimes palestiniennes.

Photo : DR

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Ni la troïka européenne, ni le vice-ministre des Affaires étrangères russe, encore moins le président de la République française ne sont parvenus à faire entendre raison à Israël qui comptait toujours mener sa guerre à terme et de la manière qu'il le souhaitait.

L'entêtement israélien est résumé par cette froide réplique de la ministre israélienne des Affaires étrangères, Mme Livni, à la demande russe d'un cessez-le-feu. «Israël mène une campagne visant les attaques contre ses citoyens.

D'autres Etats en feraient de même… Israël ne demande pas que les autres pays combattent à sa place, il s'agit de notre responsabilité envers nos citoyens, mais nous attendons un soutien et une compréhension de la communauté internationale», a-t-elle soutenu.

Le refus israélien d'un cessez-le-feu réclamé par la diplomatie européenne et la communauté internationale, Livni l'a exprimé sur un ton des plus narguants qui soient : «Nous combattons le terrorisme et nous ne passerons pas d'accord avec le terrorisme» et encore «Israël est déterminé à changer la donne dans la région». Cette intransigeance obstrue les voies déjà étroites pouvant déboucher sur un arrêt des hostilités et, delà, atténuer des souffrances des populations de Ghaza qui vivent un drame humanitaire.

De fait, elle rend difficiles les missions diplomatiques qui sont diligentées dans la région du Moyen-Orient depuis lundi. En tout cas, celles menées quasi parallèlement par la troïka européenne, la Russie, membre du quartette pour le Proche-Orient aux côtés de l'UE, ONU et les USA, et le président français n'augurent pas de résultats tangibles. C'est la conviction, au demeurant, d'un diplomate norvégien qui, en connaissance de cause, mesure toute la difficulté de la tâche.

La troïka européenne, composée des ministres tchèque, français et suédois des Affaires étrangères, s'est entretenue lundi avec le président égyptien Hosni Moubarak des moyens de parvenir à un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza.

Les discussions, révélait le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Abou Gheit, ont porté sur les moyens de parvenir à un cessez-le-feu, la réouverture des points de passage et un retour à la trêve.

Il a été également question, soulignait le même ministre, d'une initiative à l'endroit du Conseil de sécurité de l'ONU pour l'amener à voter une résolution appelant à un arrêt des hostilités.

Le chef de la mission diplomatique européenne, le Tchèque Karel Schwarzenberg, a indiqué pour sa part que «notre mission vise essentiellement à diminuer les souffrances palestiniennes et à fournir de l'aide humanitaire à la population de Ghaza, ce qui nécessite des visites diplomatiques dans la région».

L'Egypte, première escale de ces ballets diplomatiques, n'est pas restée sans cogiter son propre plan de solution au conflit. Le pays de Hosni Moubarak entend faire valoir une proposition d'accord qui se décline en quatre points : la cessation immédiate des hostilités, le retour à l'accord de trêve, la réouverture des points de passage entre Ghaza et Israël et enfin la reprise du dialogue interpalestinien. Le président français Nicolas Sarkozy, qui s'est entretenu lundi, à Charm el-Cheikh avec le président égyptien Hosni Moubarak avec qui il copréside l'Union pour la Méditerranée (UPM) devait travailler, lui, à convaincre l'Egypte à officier en médiateur entre Israël et le Hamas en vue d'une cessation de la guerre.

L'Egypte n'aurait pas l'intention de se détourner d'une mission de bons offices comme celle-ci. Elle s'y est déjà engagée d'une certaine manière. Preuve en est qu'elle recevait hier une délégation du Hamas.

S. A. I.

L'AMBASSADEUR PALESTINIEN EN ALGÉRIE L'A DÉCLARÉ HIER :

«Notre peuple n'a pas le choix, il doit opter pour l'unité»

***«Les factions palestiniennes doivent s'unir et opter pour une position commune». C'est ce qu'a déclaré hier l'ambassadeur palestinien en Algérie lors d'une conférence organisée au Centre des études stratégiques du quotidien* Echaâb.**

F.-Zohra B. Alger - (Le Soir) - La rencontre axée sur le thème des dimensions stratégiques de l'agression israélienne sur la bande de Ghaza a permis aussi à l'ambassadeur palestinien d'appeler à une aide iranienne : «Notre pays souhaite que d'autres pays soutiennent l'union du peuple palestinien. Mis à part les pays arabes, nous désirons que l'Iran soit aux côtés du peuple palestinien et lui apporte son aide», a déclaré à ce propos l'ambassadeur. «L'Algérie, dans son soutien indéfectible à la Palestine, n'a à aucun moment tenté de s'ingérer dans nos affaires internes, ce qui n'est pas le cas d'autres pays», précisera en outre le représentant de la Palestine en Algérie.

Il évoquera aussi les circonstances difficiles et graves vécues par le peuple palestinien, ainsi que la guerre acharnée lancée par Israël. «La guerre est menée contre notre peuple sur seulement une superficie de 360 km. Des civils sont assassinés, et nous exprimons aujourd'hui notre colère et notre souffrance», témoigne le diplomate.

Ce dernier dénoncera aussi, lors de son intervention, «l'hypocrisie des positions affichées par certains pays concernant la situation dramatique vécue par le peuple palestinien».

Il citera ainsi les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne dont il dénoncera le parti pris pour Israël.

«Israël est seul responsable de la boucherie que vit le peuple palestinien, le Hamas ne peut être tenu pour responsable, aucun Palestinien ne peut l'être», déclare l'ambassadeur de la Palestine. Et de poursuivre : «Les Palestiniens doivent saisir l'occasion de cette agression sauvage pour s'unir, il est impératif qu'ils adoptent une position commune, le Hamas doit faire un pas en avant et tenir ses promesses concernant l'unité de notre peuple, nous n'avons pas d'autre choix.»

L'intervenant soulignera, par ailleurs, «la volonté d'Israël d'encourager la division des Palestiniens», comme il exprimera la nécessité d'une position arabe coordonnée dans la prise en charge du drame vécu par le peuple palestinien.

F.-Z.B.

Le Hezbollah libanais restera en dehors de cette guerre

Le Liban ne veut pas être entraîné dans une nouvelle guerre avec Israël et le Hezbollah chiite adhère à cette position, a affirmé lundi le ministre libanais de l'Information Tarek Mitri.

«Le Liban ne souhaite pas être entraîné dans ce conflit (dans la bande de Ghaza) (...) et nous n'avons reçu aucun signe du Hezbollah indiquant qu'il risquait d'engager le pays dans cette guerre», a assuré M. Mitri lors d'une rencontre avec des journalistes.

Selon le ministre, le gouvernement libanais a déjà «souligné l'importance de l'union entre Libanais et de la stabilité» dans le pays.

«Le Hezbollah adhère à cette position. Nous n'avons pas entendu le ministre du Hezbollah (au sein du gouvernement) dire le contraire», a-t-il poursuivi. «Je ne pense pas que la population dans le sud (du Liban) veuille d'un nouveau conflit. Il y a un consensus sur le fait que le Liban n'a aucun intérêt à vivre une nouvelle guerre dans le sud», a insisté M. Mitri. Il a, toutefois, mis en garde contre la possibilité d'une escalade en cas de prolongement du conflit qui ferait davantage de victimes parmi les habitants de la bande de Ghaza.

«Plus la communauté internationale tarde à agir, plus la colère montera et les esprits se radicaliseront, ce qui entraînera davantage de violence», a prévenu M. Mitri.

«Je ne sais si cela va amener le Hezbollah à réagir», a-t-il précisé.

Lundi, le chef des Renseignements militaires, le général Amos Yadlin, a mis en garde contre une attaque du Hezbollah à la frontière israélo-libanaise.

Des dirigeants israéliens avaient auparavant indiqué qu'ils ne souhaitaient pas un nouveau front à la frontière nord, tout en se disant prêts à toute éventualité.